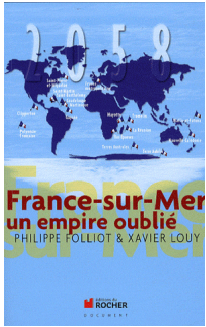


Comment peut-on encore être royaliste aujourd'hui ? C'est la question que j'ai beaucoup entendu ces dernières semaines, au moment où les Gilets jaunes avaient rouvert la possibilité du débat, comme une faille dans le globalitarisme ambiant, et que, dans les manifestations, dans la rue comme dans les cafés, la parole reprenait, un temps, le pouvoir, avant qu'elle soit à nouveau confisquée par le Pouvoir macronien dans un tourbillon de discours présidentiels et de manipulations médiatiques. Une question à laquelle j'ai toujours volontiers répondu, parfois trop brièvement, et qu'il ne me paraît pas inutile de traiter à nouveau, ne serait-ce que pour dissiper quelques malentendus et avancer quelques arguments en faveur d'une Monarchie royale qui, bien qu'encore trop lointaine, reste une solution institutionnelle possible et, à mon avis, souhaitable.

Il y a évidemment une réponse *a contrario* à la question posée plus haut : comment peut-on encore être républicain alors que la République, depuis une quarantaine d'années, semble incapable de penser au-delà de l'élection suivante et de définir une politique d'Etat digne de ce nom, susceptible de relever les grands défis contemporains, qu'ils soient économiques, sociaux ou environnementaux ? Ces quatre dernières décennies sont celles des occasions manquées et des renoncements multiples, et cela s'est traduit par un recul sensible de la position de la France dans le monde, alors même que notre pays a des atouts considérables dans la compétition internationale contemporaine et sur la scène diplomatique mondiale. La France possède le deuxième espace maritime du monde, elle a une métropole et des territoires d'Outre-mer qui lui donnent une grande diversité, autant de milieux que d'humains, et de grandes possibilités, énergétiques, agricoles, touristiques ; elle fait partie des cinq membres du Conseil de sécurité de l'ONU et sa langue reste une des langues majeures de la diplomatie comme de la culture ; elle est une terre d'inventeurs et compte nombre d'écoles et d'universités mondialement reconnues ; etc. Mais la France est en République... C'est bien là le nœud du problème, de ce que l'ancien ministre Alain Peyrefitte nommait « le mal français ».



La simple comparaison historique suffit largement à comprendre aisément en quoi la Monarchie royale, malgré ses nombreux défauts et insuffisances, est plus avantageuse pour notre nation que la République qui, au long de ses cinq déclinaisons et malgré quelques beaux (mais courts) moments, n'a su que consommer, voire consumer, ce que la Monarchie royale avait constitué et épargné. C'est d'ailleurs quand la République imite la Monarchie qu'elle est la plus convaincante et la plus efficace, comme une sorte d'hommage du vice à la vertu !

Mais être royaliste ne signifie pas céder à la nostalgie facile et rassurante d'une ancienne forme institutionnelle qui a fait ses preuves mais a fini par s'évanouir dans la mémoire de nos contemporains et dans la fumée des révolutions françaises. Il convient de raisonner, au-delà de l'histoire, en politique, et démontrer, après mûre réflexion, tout l'intérêt d'une Monarchie royale pour notre pays comme pour ceux qui y vivent : une démonstration qui mérite, le plus tôt

possible, le passage aux travaux pratiques...



(à suivre : le refus de la nostalgie et l'actualisation monarchiste)

